



Votre abonnement **100% digital**

offert pendant **1 mois**



TOUS LES BLOGS

ENVOYER À UN AMI

SIGNALER CE BLOG

La Science au XXI Siècle

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France)



« Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (III) | Page d'accueil | Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (V) »

13/05/2010

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (IV)

Le 13 mai, le journaliste Daniel Estulin a mis en ligne une interview accordée mardi à Telemadrid, où il évoque notamment une destruction organisée de l'économie mondiale. Estulin reprend ce sujet, de manière romancée, dans *Conspiración Octopus*, paru en Espagne un mois avant la réunion du groupe de Bilderberg prévue à Sitges (Catalogne) du 3 au 6 juin. Que penser de cette approche conspirationnelle à des problèmes bien réels ? Si la notion de conspiration peut se prêter à polémique, force est de constater en revanche l'existence depuis trois décennies, dans l'ensemble des pays occidentaux, d'une stratégie de privatisation de l'économie, des services publics et des structures mêmes des Etats au profit des lobbys financiers et des grandes multinationales. Les actuels Etats souverains sont poussés vers la faillite par leurs propres milieux dirigeants et par une politique, définie aux échelles planétaire et européenne, qui leur enlève leurs ressources économiques et les contraint à ouvrir leurs frontières à une prétendue « libéralisation » au bénéfice des grands intérêts privés. Il est exact que la politique permanente de délocalisations et d'exportation de capitaux des pays « riches », soutenue et appliquée par un « grand consensus » des « élites » de toutes tendances politiques, a largement détruit les économies de ces pays. Et alors que dimanche dernier l'adoption par l'Union Européenne d'un « mécanisme européen de stabilisation financière » a coïncidé avec la fin de la réunion plénière annuelle de la Commission Trilatérale à Dublin, aucun média conventionnel n'a relevé cette circonstance ni (en dehors de quelques journaux irlandais) n'a informé ses lecteurs de la tenue même d'une réunion de la Trilatérale. En date du 13 mai, le silence des médias français reste hermétique sur la réunion de Dublin à laquelle, pourtant, les participants français n'ont pas manqué. Mais quel est, aujourd'hui dans le monde, le pouvoir réel des cercles de l'oligarchie qui il y a quelques décennies ont mis en place le groupe de Bilderberg d'abord (1952-54), et plus tard la Commission Trilatérale (1973) ? Tout compte fait, les oligarchies occidentales semblent avoir été victimes de leur propre politique, même si les populations de l'Union Européenne et des Etats-Unis en font de plus en plus lourdement les frais. Le 13 mai également, *China Daily* publie un éditorial intitulé : « *La démocratie n'est pas une fin en soi* », soulignant la détérioration de la situation sur le plan social dans les pays « occidentaux ».

Les communiqués de l'Union Européenne annoncent clairement le renforcement des pouvoirs des instances de Bruxelles, au nom des « réformes nécessaires pour compléter le cadre actuel, afin d'assurer la viabilité budgétaire dans la zone euro ».

Dans un article intitulé « *Bruxelles veut un droit de regard sur le budget des Etats* », *Le Monde* rapporte cette déclaration de José Manuel Barroso :

« *On ne peut pas avoir une union monétaire sans avoir une union*

Liens

Contact pour recevoir notre lettre d'information

Notre blog "Scientia"

Blog "Science, connaissance et conscience"

Blog "Notre Siècle"

Derniers weblogs mis à jour

AmericaPolyphony

Le Western culturel

La Science au XXI Siècle

Moscou Actu

AFRIKARABIA

Îles lointaines

Belles plumes

hors cadre

L'Afrique en films

thesesetextes

RSS VALIDATED

ATOM 1.0



Toutes les notes

1. Bonjour

TOUTES LES NOTES DE 2008

(cliquer sur le titre)

2009

TOUTES LES NOTES DE

Janvier 2013

D	L	M	M	J	V	S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

Notes récentes

Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)

Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

CNRS, un anniversaire : le bolomètre luminescent

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

2012, livres : La pensée de Dieu, des frères...

Terrains à bâtir, Conseil Constitutionnel, UMP...

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...

Depardieu, impôts et faillite d'une politique

Ventes de terrains à bâtir : la lourde...

CNRS, recherche,

enseignement supérieur et...	<i>économique</i> »	2009 (cliquer sur le titre)
Terrains constructibles et fausses plus-values...	La chaîne canadienne <i>CTV News</i> ajoute ces propos de Herman Van Rompuy :	
Assises de la Recherche et liberté académique	« <i>On ne peut pas avoir une union monétaire sans une certaine forme d'union économique et politique</i> »	2010
Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot..."	Pour rappel, la question des « structures de gouvernance générale de l'Europe » avait d'emblée fait l'objet d'un échange entre le <i>Taoiseach</i> (Premier ministre) irlandais Brian Cowen et l'ancien président de la Réserve Fédérale des Etats-Unis et actuel conseiller de Barack Obama, Paul Volcker, vendredi dernier à la séance d'ouverture de la réunion plénière de la Commission Trilatérale à Dublin. Voir, à ce sujet, l'article de Ronald Quinlan intitulé « <i>No crisis for Cowen as he keeps the economic big-wigs waiting</i> », diffusé par <i>Independent.ie</i> :	TOUTES LES NOTES DE 2010 (cliquer sur le titre)
Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot..."		2011
Terrains constructibles et fausses plus-values (I)	http://www.independent.ie/national-news/no-crisis-for-cow... ainsi que notre article :	546. La Science au XXI Siècle : archives 2010 (juillet - décembre)
Le Conseil d'Etat, François Hollande et...	Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (III)	547. Nouvel an, services publics et casse sociale
CNRS, recherche, enseignement supérieur et...	Du coup, les professionnels de la politique cherchent déjà à « se placer » en vue des présidentielles de 2012. En tenant, bien entendu, le « bon discours » dans le « mainstream ».	548. Un collectif contre le G8 des universités (I)
L'OCDE, la France et la corruption (I)	C'est ainsi, par exemple, que Ségolène Royal et Jean-Louis Bianco ont entrepris de « vendre » les Etats-Unis d'Europe afin, semblerait-il, de pouvoir prendre « des décisions plus fermes contre les banques et les spéculateurs ». Ségolène Royal se félicite déjà du renforcement du rôle de la Banque Centrale Européenne à l'occasion du plan récemment adopté.	549. CNRS : décroissance des crédits réels en 2011
Séisme de l'Aquila et procès des scientifiques...		550. Fabela Amara, IGAS, conflits d'intérêts
Protection des élus du personnel, "donneurs..."	Mais dans un article intitulé « <i>L'eurogroupe : la pression s'amplifie sur les peuples</i> », publié mardi par <i>Agoravox</i> , Danielle Bleitrach souligne notamment que la Commission Européenne dispose désormais d'un « nouveau pouvoir : celui de s'endetter sur les marchés financiers ». En clair, démolition des actuels Etats souverains, disparition des patrimoines publics et mise en place d'un Etat européen sous la houlette de la grande finance.	551. Décret de licenciement massif des fonctionnaires de l'Etat (II)
Isabelle Debergue et les droits des doctorants (I)		552. CNRS et "externalisation" des services
Harvard et les problèmes de l'esprit de groupe...		553. CNRS, concours DR1 et transparence
A propos	En effet, le Règlement du Conseil de l'Union Européenne « établissant un mécanisme européen de stabilisation financière » diffusé lundi prévoit explicitement :	554. Jean-Hugues Matelly n'est plus radié des cadres
Commentaires récents	http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st09/st0960...	555. Conflits d'intérêts et institutions françaises (I)
Passant sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)	(...)	556. Le FMI et la Tunisie
Alain sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)	Article 2 Forme sous laquelle l'assistance financière de l'Union est octroyée	557. Où mène la tant vantée "autonomie" des universités ? (III)
Corine sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)	1. Aux fins du présent règlement, l'assistance financière de l'Union est octroyée sous la forme d'un prêt ou d'une ligne de crédit accordé à l'Etat membre concerné.	558. CNRS, fonction publique, Union Européenne... (I)
Mike Krugger sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)	À cette fin, la Commission est habilitée à contracter, au nom de l'Union européenne, en application d'une décision adoptée par le Conseil en vertu de l'article 3, des emprunts sur les marchés des capitaux ou auprès d'institutions financières.	559. CNRS et concours DR1 : notre recours
Bernard Demay sur Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...	(...)	560. CNRS : message aux personnels des unités (janvier 2011)
jam sur Terrains constructibles et fausses plus-values (I)	Article 6 Opérations d'emprunts et de prêts	561. CNRS et danger d'embrigadement des scientifiques
Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...	(...)	562. CNRS, concours DR1 et comportement des élus
stéphane lanvin sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...	3. Dès que le Conseil décide de l'octroi d'un prêt, la Commission est autorisée à emprunter sur les marchés des capitaux ou auprès d'institutions financières au moment le plus opportun entre les décaissements prévus de manière à optimiser le coût des financements et à préserver sa réputation en tant qu'émetteur de l'Union sur ces marchés. Les fonds collectés sur les marchés mais non encore décaissés sont maintenus en permanence sur un compte de liquidités ou un compte-titres spécial géré conformément aux règles applicables aux opérations hors budget et ne peuvent être mobilisés pour une autre finalité que l'octroi d'une assistance financière aux États membres au titre du présent mécanisme.	563. Conflits d'intérêts et institutions françaises (II)
Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...	(...)	564. Alliot-Marie et la Tunisie
Arnoux Faucher sur Terrains à	(...)	565. Le FMI et l'Egypte
		566. Université "modernisée" : l'impasse (I)

bâtir : une lettre au Conseil...	(fin de l'extrait du Règlement du Conseil de l'Union Européenne établissant un mécanisme européen de stabilisation financière)	567. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (I)
Catégories		568. CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (V)
Administration et administrés	A propos de « décisions plus fermes contre les banques et les spéculateurs », Ségolène Royal oublie un peu facilement qu'elle a fait partie de l'entourage de François Mitterrand depuis 1982, et qu'elle est devenue ministre pour la première fois en 1992. Elle a donc directement participé, dès le départ, à des politiques de privatisation du secteur public, banques comprises.	569. CNRS, Egypte et obligation de réserve des chercheurs
Afrique		570. Denis Robert et l'intérêt général (I)
Amériques		571. Conflits d'intérêts et institutions françaises (III)
Archives de nos articles		572. Conflits d'intérêts et institutions françaises (IV)
Asie	Par la suite, en 1997-2002, Ségolène Royal a fait partie du gouvernement de Lionel Jospin, lequel a battu un record de privatisations et signé une véritable avalanche de textes européens de privatisation d'entreprises et services publics. En mars 2002, le même gouvernement de gauche plurielle a signé les Accords de Barcelone prévoyant la « flexisécurité », la casse du Code du Travail et la démolition du régime des retraites.	573. Conflits d'intérêts et justice française (I)
Astrophysique		574. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (II)
Biologie	Voir, pour rappel, nos articles :	575. Jules Ferry, colonialisme : lettre à Nicolas Sarkozy et Bernard Accoyer
CA du CNRS du 1er juillet 2008	Elections régionales, Europe et services publics	576. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (II)
Chimie	Elections régionales, crise, abstention record et système politique	577. Fonctionnaires et "période de réserve électorale" (I)
Cosmologie	Elections régionales, "gauche solidaire" et avenir	578. DCRI, CRISTINA, présomption d'innocence...
Culture	De même, les gouvernements de « gauche » dont Ségolène Royal a fait partie ont été des grands défenseurs de la politique d'exportation de capitaux et de délocalisations, qui n'a pas épargné les domaines industriels à la technologie la plus avancée ainsi que la recherche scientifique et technologique.	579. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (III)
Délocalisations et dumping		580. Jules Ferry, colonialisme : brève réponse de l'Elysée
Droits et libertés		581. Jules Ferry, colonialisme : la réponse de Bernard Accoyer
Ecologie	Et quel gouvernement de « gauche » a proposé de mettre en cause la « libre circulation des capitaux » pour empêcher les vagues de délocalisations ? Bien au contraire, la « gauche » française a joué un rôle important dans la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dirigée actuellement par un « socialiste » français, tout comme le Fonds Monétaire International (FMI).	582. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (I)
Economie		583. CNRS et RGPP (I)
Education		584. Faut-il "excommunier" Stephen Hawking ? (I)
Etats-Unis	Rappelons également que, comme l'ensemble des dirigeants politiques « présidentiables » de la période 2006-2007, Ségolène Royal avait fait ouvertement campagne pour la « flexisécurité » et n'avait pas pris la peine de dissimuler les allusions aux « réformes qu'il allait falloir faire ». A présent, on en sait un peut plus...	585. CEDH et crucifix dans les écoles publiques (I)
Ethique		586. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (II)
Etrangers en France		587. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (I)
Etudier à l'étranger		588. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (II)
Europe	Tout compte fait et plus globalement, l'ensemble de la « classe politique de gouvernement » soutient depuis vingt-cinq ans des stratégies correspondant de plus en plus ouvertement aux intérêts des multinationales et des oligarchies financières. Pas seulement en France, mais dans l'ensemble des pays « occidentaux ».	589. CNRS et RGPP (II)
Evaluation		590. CNRS et RGPP (III)
Fiscalité		591. Danger nucléaire :
Fonction publique	S'agit-il d'autre chose que de remplacer les Etats publics par un méga-Etat privé ?	
Histoire	S'agissant de la France, force est de constater que, depuis la période des premières privatisations de 1986, des fonctions très bien rémunérées dans les coupoles du secteur privé sont de plus en plus généreusement ouvertes aux groupes influents de la classe politique, « gestionnaire » et « de gouvernance ».	
Indépendance du service public		
Informatique		
Institutions		
Interdisciplinarité		
Internet	Complot ou pas ? A l'examen de la liste des membres de la Commission Trilatérale et de celle des participants aux conférences de Bilderberg, la caution apportée par les gouvernements les plus influents et par les milieux occidentaux dominants au sein des plus hautes instances internationales à ce type de lobbying paraît évidente. Or, dans de telles d'instances qui se présentent comme des entités privées, les représentants des oligarchies financières et industrielles constituent clairement le groupe dirigeant. En même temps, paradoxalement, le bilan d'une telle politique est une véritable destruction des économies des Etats sur lesquels s'était basée l'hégémonie mondiale de ces « élites occidentales ».	
Justice		
La France vue d'ailleurs		
Libéralisme		
Médecine		
Mondialisation		
Moyen-Orient		
Nucléaire	Dans un article de mardi dernier, <i>China Daily</i> estime que la Chine entend pour l'essentiel poursuivre sa politique actuelle moyennant quelques ajustements :	
Physique		
Politique	http://www.chinadaily.com.cn/world/2010-05/11/content_983...	
Politique scientifique	En même temps, <i>China Daily</i> diffuse un éditorial du 13 mai avec	

Précarité	le titre « <i>La démocratie n'est pas une fin en soi</i> » :	analyses de la CRIIRAD (I)
Presse et médias	http://www.chinadaily.com.cn/fr/editorial/2010-05/13/cont...	592. Les héros de Fukushima
Recherche	Soulignant l'énorme décalage entre les discours et les réalités sociales dans les pays dits « démocratiques », l'éditorial conclut :	593. Wikipédia français et conflits d'intérêts (I)
Santé	« La démocratie doit améliorer la vie de la population. Alors seulement pourra-t-elle obtenir le soutien du peuple. »	594. Wikipédia français et conflits d'intérêts (II)
Sciences	(fin de citation)	595. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (III)
Services publics	Laissant de côté les remarques qu'un tel éditorial peut appeler par rapport à la situation interne de la Chine elle-même, force est de constater le discrédit croissant de la prétendue « démocratie occidentale ». En témoigne notamment la montée générale du taux d'abstention électorale au sein des pays « occidentaux » eux-mêmes et dans toutes sortes d'élections.	596. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (II)
Société	De toute évidence, les politiques réelles menées depuis 1984 environ par des gouvernements dits « démocratiquement élus » dans l'ensemble de ces pays n'ont en rien représenté les intérêts des populations. Mais <i>China Daily</i> oublie de souligner, entre autres, le rôle de l'argent et de l'influence dans le contrôle des médias ou dans la promotion des candidats potentiels.	597. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (I)
Société du XXI siècle	Et lorsque l'auteur de l'éditorial rappelle l'importance des acquis de l'après-guerre, il omet d'analyser : i) le rôle de ces acquis dans le processus d'accumulation de capital (le « <i>retrouvez vos manches</i> ») ; ii) la politique de liquidation de ces acquis une fois l'accumulation de capital réalisée. C'est précisément des années 1970 que date la mise en place de la Commission Trilatérale.	598. Japon, nucléaire, citoyens... (I)
Sport		599. Gagarine, science et trahison d'une société
Statut des chercheurs		600. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (II)
Syndicalisme		
Travail		
Travailler à l'étranger		
Université		
Voyages		
« Réforme » de la recherche		

Archives

2013-01	De même, force est de constater que le langage employé dans l'article de <i>China Daily</i> ne paraît guère marxiste. Pourtant, au vu de l'évolution récente, les analyses de Marx et de ses successeurs à propos du caractère fictif de la « démocratie » formelle sous le capitalisme s'avèrent fort pertinentes dans la pratique.	601. Wikipédia français et chasse aux "faux-nez"
2012-12	Mais quel est le bilan de l'avidité oligarchique des décennies récentes ? Précisément, la montée de pays comme la Chine dans le domaine de l'industrie de pointe et de la haute technologie a sanctionné l'absurdité évidente des théories fumeuses telles que la « division internationale du travail », etc... répandues avec insistance par une « classe dirigeante » occidentale dont la décadence apparaît au grand jour de plus en plus clairement.	602. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (III)
2012-11		603. Japon, nucléaire, citoyens... (II)
2012-10		604. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (IV)
2012-09		605. e-G8 et problèmes réels de l'internet
2012-08	En détruisant les acquis sociaux de « leurs » populations, les oligarchies occidentales ont en même temps miné la source de leur propre pouvoir planétaire de jadis. Telle est l'origine de la facture que l'on cherche à nous faire payer à l'heure actuelle. Est-ce autre chose qu'une spirale digne des crises jadis décrites par Marx ?	606. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (III)
2012-07		607. Crise de l'évaluation : Guantánamo (I)
2012-06		608. Crise de l'évaluation : nucléaire (I)
2012-05		609. Fin du statut de la fonction publique (I)
2012-04	<u>Suit l'annonce officielle de la mise en place du « mécanisme européen de stabilisation financière ».</u>	610. Crise de l'évaluation : médicaments (I)
Toutes les archives	Source: site l'Union Européenne. http://www.consilium.europa.eu/showFocus.aspx?id=1&fo...	611. Wikipédia anglophone et "affaire Bogdanoff"

Nos articles ailleurs

Rapport Silicani sur la fonction publique et garanties d'indépendance de l'Etat	Adoption d'un mécanisme européen de stabilisation	612. Nucléaire, ASN : consultation déchets (I)
Société Générale, fonction publique, privatisations, LOLF et "résultats"	Le 9 mai, les ministres des finances de l'UE ont adopté un règlement établissant un mécanisme européen de stabilisation financière d'un montant total pouvant atteindre 500 milliards d'euros. Ce mécanisme fait partie d'un ensemble complet de mesures visant à redresser la situation financière en Europe.	613. Universités : G8, contre-G8, marchandisation...
Société Générale : pas de problème pour les hauts responsables	Le règlement prévoit que les États membres qui connaissent des difficultés en raison de circonstances exceptionnelles échappant à leur contrôle peuvent demander un soutien financier au titre dudit mécanisme. Ces circonstances peuvent résulter d'une grave détérioration de la situation économique et financière internationale. Un tel mécanisme devrait permettre à l'Union d'y apporter une réponse coordonnée, rapide et efficace. Son activation est subordonnée à une stricte conditionnalité, afin de préserver la viabilité des finances publiques de l'État membre bénéficiaire et de lui permettre de rétablir sa capacité de se financer sur les marchés financiers. La gestion des prêts sera assurée par la Banque centrale européenne.	614. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (V)
Restructuration du CNRS et privatisation de la recherche	Ce mécanisme prévoit une enveloppe de prêts pouvant aller jusqu'à 60 milliards d'euros. En outre, les États membres de la zone euro sont prêts à compléter ces ressources via une entité	615. CNRS et RGPP (IV)
Démantèlement du CNRS et anéantissement des acquis de la Libération		616. Mediator, institutions et indemnisation (I)
Crise financière et débâcle du « modèle » que l'on voudrait		617. Lorca, séisme et nucléaire espagnol (I)
		618. Nucléaire, ASN :

imposer à la recherche française	ad hoc jusqu'à un montant de 440 milliards d'euros. Cet instrument est garanti sur une base proportionnelle et de manière coordonnée par les États membres participants. Il expirera après une période de trois ans. Le Fonds monétaire international (FMI) participera au dispositif de financement et devrait fournir un montant correspondant à la moitié au moins de la contribution de l'UE.	consultation rapports de sûreté (I)
« Nous n'avons pas besoin aujourd'hui de davantage de chercheurs », dit Valérie Pécresse		619. Wikipédia et police de l'internet (I)
Education, recherche, CNRS : la France de Sarkozy, dernier rempart du reaganisme ?	Dans le même temps, l'UE entamera d'urgence les travaux sur les réformes nécessaires pour compléter le cadre actuel, afin d'assurer la viabilité budgétaire dans la zone euro. Les ministres ont souligné l'importance de renforcer la discipline budgétaire et de mettre en place un cadre permanent de résolution des crises. Ils ont en outre insisté sur la nécessité de progresser rapidement dans la réglementation et la surveillance des marchés financiers. Ils ont examiné des initiatives possibles telles qu'une contribution au titre de la stabilité, qui engagerait le secteur financier à prendre sa part de l'effort à consentir en cas de crise, et une taxe mondiale sur les transactions.	620. Dominique Strauss-Kahn et Adlène Hicheur (I)
CNRS, INSERM et ultra-reaganisme made in France		621. Wikipédia et censure de l'internet (I)
CNRS, INSERM, universités, éducation... NON A LA PRIVATISATION DE LA CONNAISSANCE !		622. Wikipédia et censure de l'internet (II)
Education et recherche : Non au kidnapping de la connaissance !	Pour plus d'informations: Communiqué de presse (pdf) (en)	623. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (III)
Union Européenne, recherche, éducation et manoeuvres dilatoires de Valérie Pécresse	Vidéo de la conférence de presse	624. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (IV)
Union Européenne : la « politique unique » n'a pas de légitimité	Décision des représentants des gouvernements des États membres de la zone euro réunis au sein du Conseil de l'Union européenne / Décision des représentants des gouvernements des vingt-sept États membres de l'UE (pdf)	625. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (V)
Défendre la recherche et l'éducation publiques	Règlement du Conseil établissant un mécanisme européen de stabilisation financière (pdf)	626. Japon, nucléaire, citoyens... (III)
	ECB press releases (pdf) (en)	627. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VI)
	(fin de l'annonce officielle de l'Union Européenne)	628. Gonzalez-Mestres, Glashow, Smolin, relativité... (I)
	En Espagne, la réunion prochaine du groupe de Bilderberg a également été évoquée par le journal <i>Diario Público</i> dans un article intitulé « <i>Bilderberg, el club secreto que elige líderes mundiales</i> » :	629. Bilderberg, Zermatt, Wikipédia...
	http://www.publico.es/dinero/307516/bilderberg/club/secre...	630. AERES, ANR et revues avec "comité de lecture" (IV)
	Voir aussi, pour rappel, sur le site de <i>Tiempo de hoy</i> :	631. Wikipédia et police de l'internet (II)
	http://www.tiempodehoy.com/default.asp?idpublicacio_PK=50...	632. INRA, CNRS et RGPP
	http://www.tiempodehoy.com/default.asp?idpublicacio_PK=50...	633. Zermatt, le Siècle, Bilderberg et citoyens
	Des mobilisations à l'occasion de la réunion de Bilderberg à Sitges sont déjà prévues. Voir, par exemple :	634. Wikipédia et neutralité (I)
	http://www.sincapitalismo.net/es/node/4355	635. Wikimedia, chômage, RGPP et casse du service public
	ainsi que cet article du <i>Post</i> :	636. Crise de l'évaluation : médicaments (II)
	http://www.lepost.fr/article/2010/05/13/2071772_tous-ense...	637. RGPP, INRA, CNRS et fonction publique (I)
	En France, aucune mobilisation n'a eu lieu à l'occasion de la réunion du groupe de Bilderberg au Château de Versailles en mai 2003 :	638. Nucléaire, risques et accidents du travail (I)
	http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/EE22Ak03.html	639. La Science au XXI Siècle : archives 2011 (janvier - juin)
	http://www.voltairenet.org/article9772.html	640. Hubble - Lemaître : plagiat et omertà ? (I)
	Au même moment, l'alors président de la Commission Européenne, Romano Prodi, apportait la réponse qui suit à une question écrite émanant du groupe Verts/ALE :	641. Jean-Paul Huchon et l'inéligibilité (I)
	http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CEL...	642. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VII)
	(© Union européenne, http://eur-lex.europa.eu/)	643. Wikimedia, RGPP, braderie de la culture
	QUESTION ÉCRITE P-1370/03 posée par Patricia McKenna (Verts/ALE) à la Commission. Liens entretenus par des membres de la Commission avec le groupe Bilderberg.	
	<i>Journal officiel n° 268 E du 07/11/2003 p. 0192 - 0193</i>	

QUESTION ÉCRITE P-1370/03

posée par Patricia McKenna (Verts/ALE) à la Commission

(4 avril 2003)

Objet: Liens entretenus par des membres de la Commission avec le groupe Bilderberg

MM. Mario Monti, Eriki Liikanen, Pedro Solbes Mira, Günther Verheugen, Antonio Vitorino et Frederik Bolkestein, membres de la Commission, ont, par le passé, participé aux réunions du groupe Bilderberg et sont de facto membres de ce groupe, puisqu'ils sont tenus informés de ses activités. M. Romano Prodi, Président de la Commission, a rejoint le Comité de direction du groupe dans les années 80, époque à laquelle M. Wim Duisenberg, Président de la BCE, en était le trésorier. Trois membres de la Commission sont ou ont été membres de la Trilatérale: Mario Monti, Chris Patten et Pedro Solbes Mira.

La Commission pourrait-elle indiquer le nom de ses membres qui participeront aux prochaines réunions du groupe Bilderberg et de la Trilatérale, préciser si ces personnes assisteront à ces réunions au nom de la Commission ou vraisemblablement à titre personnel, si elles bénéficieront d'indemnités journalières ou d'autres remboursements liés à leur participation à ces réunions? La Commission pourrait-elle s'assurer que ces affiliations sont mentionnées dans la déclaration d'intérêts financiers de chaque membre?

Réponse donnée par M. Prodi au nom de la Commission

(15 mai 2003)

Plusieurs membres de la Commission ont été invités et ont participé à des réunions du groupe Bilderberg, certains pendant leur mandat à la Commission, d'autres ont été invités et ont participé avant d'être membres de la Commission et n'ont plus participé pendant leur mandat. Il convient de préciser que la qualité de membre du groupe n'est pas prévue par les statuts de ce groupe. Seule existe la figure de membre du Steering Committee.

Aucun membre de la Commission n'est membre du Steering Committee. Des personnalités qui n'appartiennent pas au Steering Committee du groupe Bilderberg peuvent être invitées à des réunions.

La participation occasionnelle à une réunion ne justifie pas une mention sur la déclaration d'intérêts prévue par le Code de conduite applicable aux Commissaires. En effet, le fait de participer occasionnellement à l'une ou l'autre conférence ou de recevoir de l'information sur les activités d'un groupe n'implique pas nécessairement la qualité de membre ou l'appartenance à un groupe.

Quant à la participation à la prochaine réunion du groupe Bilderberg qui se tiendra du 16 au 18 mai 2003 à Versailles, il convient de préciser que trois Commissaires ont accepté l'invitation qui leur a été faite en raison des fonctions qu'ils exercent, même s'ils ne participent pas au nom du Collège. Il s'agit de MM. Monti, Bolkestein et Lamy. Leur déplacement sera régi par les règles généralement applicables en la matière.

En ce qui concerne la Commission Trilatérale, ses statuts excluent la participation d'un membre exerçant une fonction publique. Aucun Commissaire n'est donc membre de la Trilatérale et aucun Commissaire n'a manifesté, à ce jour, son intention de participer à une prochaine réunion de la Commission Trilatérale.

(fin de citation)

Voir aussi nos articles :

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (I)

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (II)

Bilderberg, la Trilatérale... et le monde (III)

Grèce : la faillite planifiée des Etats souverains

Trilatérale 2010, à Dublin début mai

Bilderberg 2010, en Catalogne début juin

Disparition accélérée des fonctionnaires et mort programmée de

644. Superbradyon

645. Wikipédia et "suivi" d'adresses IP (I)

646. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (IV)

647. CEDH et hospitalisation des détenus français

648. Gonzalez-Mestres, Glashow, Smolin, relativité... (II)

649. Hubble - Lemaitre : plagiat et omertà ? (II)

650. Saumon du Pacifique et indépendance des chercheurs (I)

651. Embryons hybrides homme-animal et société (I)

652. Wikipédia et "suivi" d'adresses IP (II)

653. CNRS et décadence du Comité National (I)

654. Wikipédia et neutralité (II)

655. Saumon du Pacifique et indépendance des chercheurs (II)

656. Japon, nucléaire, citoyens... (IV)

657. CERN : les données de l'expérience CLOUD

658. Al Gore, GIEC, Prix Nobel et... "Bullshit!"

659. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VIII)

660. Marcoule et l'avenir du nucléaire français

661. Marcoule : il s'agit bien d'un accident nucléaire

662. Frères Bogdanoff, cosmologie, pré-Big Bang, Wikipédia... (I)

663. Séisme de l'Aquila et procès des scientifiques (I)

664. Vitesse de la lumière, OPERA et superbradyons (I)

665. Vitesse de la lumière, OPERA et superbradyons (II)

666. Adlène Hicheur : deux ans de détention sans jugement

667. Vitesse de la lumière, OPERA et superbradyons (III)

668. CNRS, OPERA,

l'Etat français

La Commission Trilatérale et les services publics français (I)

La Commission Trilatérale et les services publics français (II)

Services publics et adversaires innommables (I)

Services publics et adversaires innommables (II)

Groupe de Bilderberg et silence des médias français

Bilderberg, Trilatérale et transversalité de « gauche »

Bilderberg 2009 : une rencontre des "élites" ?

CNRS, Bilderberg, Trilatérale... et faillite de l'idéologie « gestionnaire » (I)

Sarkozy, G8, Bilderberg, "sortie de crise" rapide et casse sociale

La loi sur les fonctionnaires, définitivement adoptée (II)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (I)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (II)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (III)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (IV)

Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme (V)

Délocalisations, recherche scientifique et propagande politique

Recherche scientifique et technologique : où est la « guerre économique » ?

La Chine et la débâcle de la "division internationale du travail"

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (I)

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (II)

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (III)

CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (IV)

Elections régionales, Europe et services publics

Elections régionales, crise, abstention record et système politique

Elections régionales, "gauche solidaire" et avenir

Indépendance des Chercheurs

indep_chercheurs@yahoo.fr

<http://science21.blogs.courrierinternational.com>

<http://www.mediapart.fr/club/blog/Scientia>

Groupes de discussion :

http://groups.yahoo.com/group/problemes_des_scientifiques

<http://groups.yahoo.com/group/combatconnaissance>

15 : 13 Publié dans Délocalisations et dumping, Droits et libertés, Economie, Etats-Unis, Europe, Institutions, Mondialisation, Presse et médias, Services publics, Société | Lien permanent | Commentaires (0) | Envoyer cette note | Tags : bilderberg, bilderberg 2010, commission trilatérale, trilatérale, crise, france, europe, etats-unis, société, politique, chine, china daily, banque centrale européenne

Écrire un commentaire

Votre nom :

Votre email :

Votre URL :

Votre commentaire :

Einstein, Poincaré, Lorentz, relativité

669. Suicides d'enseignants et crise de société (I)

670. Fin du statut de la fonction publique (II)

671. Vers un Wall Street scientifique ? (I)

672. Japon, nucléaire, citoyens... (V)

673. Frères Bogdanoff, Wikipédia et désinformation "encyclopédique"

674. Vers un Wall Street scientifique ? (II)

675. Universités, recherche et discriminations (I)

676. Grèce, Italie, Trilatérale, Bilderberg... et impasse

677. Iode 131 : communiqués de la CRIIRAD (I)

678. Iode 131 : communiqués de la CRIIRAD (II)

679. Universités, "autonomie"... et mise sous tutelle (I)

680. Justice européenne, internet et droits d'auteur (I)

681. OGM en France, Conseil d'Etat et Union Européenne (I)

682. Mais OGM en France, Conseil d'Etat et Union Européenne (II)

683. OGM et Union Européenne (I)

684. Henri Poincaré : centenaire de sa mort (I)

685. AERES, ANR et revues avec "comité de lecture" (V)

686. Conflits d'intérêts et justice française (II)

687. Union Européenne et comédie : délocalisations (I)

688. Union Européenne et comédie : délocalisations (II)

689. Union Européenne et comédie : privatisations (I)

690. Jugement Chirac, institutions et citoyens (I)

691. Henri Poincaré : centenaire de sa mort (II)